

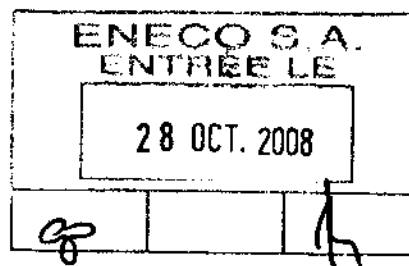


U/Z.:
I/Z.:

ENECO S.A.
RUE EDMOND REUTER 22
L-5326 CONTERN

Einschreiben

Aktennummer: N° 1/2003/0603/76504/119



Betrifft: - Genehmigungsantrag vom 18. Dezember 2003 zum Betreiben eines Steinbruches und einer Inertabfalldeponie in Reckange/Mersch, Ort genannt 'Reckingerwald, Katasternummern 1899/2734, 1899/2505, 1899/2913, 1904/2514, 1904/2516 und 1904/2575, im Namen der S.à r.l. CARRIERES FEIDT.

Sehr geehrte Damen und Herren,

Hiermit stellen wir Ihnen die Genehmigung N° 1/2003/0603/76504/119 vom 27. Oktober 2008 des Arbeitsministers betreffend den obenerwähnten Antrag zu.

Hochachtungsvoll,

Für den Direktor,


Joelle Schmitt
1^{er} commis principal



Luxembourg, le 27 OCT. 2003

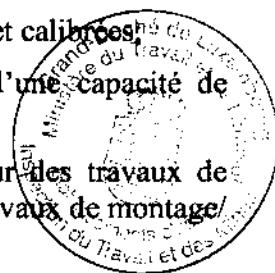
AUTORISATION D'EXPLOITATION

N° 1/2003/0603/76504/119

Le Ministre du Travail et de l'Emploi,

Vu la demande du 18 décembre 2003 présentée par la S.A. ENECO, au nom et pour le compte de la S.à r.l. Carrières FEIDT, aux fins d'obtenir l'autorisation d'aménager et d'exploiter un centre régional de gestion de déchets inertes non contaminés sur un terrain sis dans la commune de Mersch, section F de Reckange, et inscrit sous les numéros cadastraux 1899/2734, 1899/2913 et 1899/2505 et une carrière à ciel ouvert sur un terrain sis dans la commune de Mersch, section F de Reckange, et inscrit sous les numéros cadastraux 1904/2575 et 1904/2516 et comprenant notamment:

- un centre régional de gestion de déchets inertes non contaminés d'une surface de 8,7 ha et une carrière à ciel ouvert d'une surface de 6.4 ha;
- deux installations de lavage pour pneus de camions avec réutilisation de l'eau après traitement dans un séparateur d'hydrocarbures;
- un point de contrôle à l'entrée de l'établissement;
- divers bureaux, installations sanitaires et locaux sociaux;
- une fosse septique d'une capacité de 3 équivalents-habitants destinée au traitement des eaux usées en provenance des installations sanitaires et des locaux sociaux ;
- deux bascules pour camions d'une capacité unitaire de 50 Mg;
- un réservoir souterrain d'une capacité de 30.000 litres destiné à l'alimentation de la station de distribution de gasoil;
- une aire multifonctionnelle, étanche et résistante aux carburants et à l'huile d'une surface de 400m² destinée à l'entreposage des machines et engins mis en œuvre à l'établissement, au ravitaillement en carburant et au lavage des engins ainsi qu'à l'entreposage des déchets douteux ;
- un dépôt d'au maximum 10.000 m³ pour le stockage de déchets inertes non contaminés;
- un dépôt d'au maximum 8.000 m³ de déchets inertes non contaminés traités;
- un dépôt d'au maximum 10.000 m³ de pierres naturelles concassées et calibrées;
- un séparateur d'hydrocarbures NG 20 avec débourbeur intégré d'une capacité de 5.000 litres;
- un hall d'entretien et de réparation d'une surface de 550 m² pour des travaux de mécanique, des travaux de soudure, des travaux d'entretien et des travaux de montage/démontage de pneus;



- un dépôt de bouteilles de gaz comprenant:
 - 4 bouteilles d'une capacité maximale de 50 litres de gaz oxygène;
 - 6 bouteilles d'une capacité maximale de 50 litres de gaz acétylène;
- le traitement d'approximativement de 35.000 Mg/a déchets inertes non contaminés à l'aide d'une installation mobile de concassage/criblage d'une capacité horaire maximale de 200 Mg/h en vue de leur recyclage;
- un bassin de rétention pour eaux pluviales d'une capacité de 100 m³ étanché à l'aide de terre argileuse, destiné notamment à l'alimentation des installations de lavage des pneus;
- l'emploi d'explosifs, dans le cadre de l'exploitation de la carrière, pendant deux campagnes au maximum par année;
- une installation fixe de concassage/criblage comprenant:
 - un broyeur d'une puissance de 300 kW ayant une capacité horaire maximale de 250 Mg;
 - un cribleur d'une puissance de 32,5 kW ayant une capacité horaire maximale de 250 Mg;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements;

Vu le plan de situation et celui des lieux;

Vu les informations supplémentaires présentées par la S.A. ENECO;

Vu l'enquête de commodo et incommodo et l'avis favorable du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Mersch en date du 3 décembre 2007;

Considérant que pendant le délai légal d'affichage, aucune observation n'a été présentée à l'égard du projet susmentionné ;

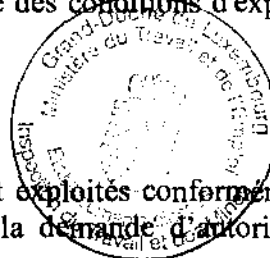
Considérant, en ce qui concerne les compétences du Ministre du Travail et de l'Emploi, que les conditions d'exploitation tiennent compte des nuisances et dangers pouvant éventuellement résulter de l'exploitation de l'installation faisant l'objet de la demande d'autorisation précitée; que ces conditions sont à considérer à l'état actuel de la technologie comme suffisantes pour garantir d'une manière générale la sécurité, la salubrité et la commodité par rapport au personnel occupé et au public;

A R R E T E:

Article 1^{er}: - L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'exploitation suivantes:

D Conditions générales

1) L'établissement et les installations doivent être aménagés et exploités conformément aux plans et indications techniques contenus dans le dossier de la demande d'autorisation et conformément aux prescriptions du présent arrêté d'autorisation.



Ces mêmes prescriptions sont seules d'application en cas de contradictions entre les indications du dossier de la demande d'autorisation et les stipulations de la présente autorisation.

- 2) Le dossier de la demande d'autorisation ainsi que les autres pièces liées à l'autorisation d'exploitation pourront être consultés auprès de l'Inspection du Travail et des Mines par toute personne pouvant démontrer un intérêt légitime.
- 3) Toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant afin de garantir la sécurité et l'hygiène, la salubrité et l'ergonomie sur le lieu de travail ainsi que d'une façon générale la sécurité, la salubrité ou la commodité par rapport au public ou au personnel.
- 4) L'exploitant doit se soumettre aux obligations nouvelles qui pourront lui être imposées ultérieurement par l'autorité compétente dans l'intérêt de la sécurité, de la salubrité et de la commodité par rapport au public ou au personnel.
- 5) L'exploitant devra faire parvenir à l'Inspection du Travail et des Mines dans les délais indiqués tous les rapports de contrôle énoncés, le cas échéant, dans la présente autorisation.
- 6) Une nouvelle autorisation est requise pour tout transfert, toute extension et toute transformation de l'établissement.
- 7) La visite de l'établissement par les agents de l'autorité de contrôle compétente doit être concédée en tout temps par l'exploitant.
- 8) Lors d'un contrôle d'inspection, une copie de la présente autorisation d'exploitation doit être mise à la disposition de l'autorité de contrôle compétente.
- 9) La présente autorisation est à porter à la connaissance du personnel de l'établissement, qui doit pouvoir la consulter à tout moment.
- 10) L'établissement respectivement les installations doivent être mis en exploitation dans un délai de 24 mois après notification du présent arrêté d'autorisation.
- 11) Les droits des tiers sont et demeurent réservés.
- 12) La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention d'autres autorisations éventuellement requises en vertu d'autres dispositions légales applicables en la matière.

II) Conditions particulières

- 1) Le chantier et son organisation doivent répondre aux prescriptions de la publication jointe en annexe et faisant partie intégrante de la présente autorisation, à savoir:

ITM-CL 29.7:

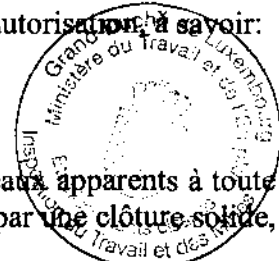
Chantiers de construction et de démolition

- 2) L'établissement doit être conçu, mis en œuvre, aménagé et exploité conformément aux prescriptions de la publication et faisant partie intégrante de la présente autorisation, à savoir:

ITM-CL 112.1:

Décharges pour matières inertes et déchets de construction

- 3) L'accès à l'établissement doit être efficacement interdit par des écriteaux apparents à toute personne non-autorisée. L'enceinte de l'établissement doit être garantie par une clôture solide,



4) L'aménagement et l'exploitation d'un dépôt d'explosifs ne sont pas couverts par le présent arrêté d'autorisation.

5) Pour pouvoir réaliser le transfert des explosifs à destination ou à l'intérieur du territoire national, le destinataire doit obtenir une autorisation de l'Inspection du travail et des mines.

6) L'exploitation de l'établissement est autorisée pour une durée de quinze ans à compter de la date du présent arrêté.

7) Les installations mobiles de concassage et de tamisage ainsi ses installations annexes doivent être conçues, mises en œuvre, aménagées et exploitées conformément aux prescriptions des publications et faisant partie intégrante de la présente autorisation, à savoir:

ITM-CL 33:

Exploitation d'installations de concassage, de criblage, de tamisage et de stockage de produits pierreux

8) Les installations doivent être conçues, mises en œuvre, construites, aménagées et exploitées conformément aux prescriptions des publications jointes en annexe et faisant partie intégrante de la présente autorisation à savoir:

ITM-SST 1903.1:

Réservoirs à double paroi dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables

ITM-CL 12.5:

Stations de ravitaillement de véhicules routiers en hydrocarbures

ITM-CL 4.1:

Emploi d'explosifs

ITM-CL 16:

Dépôts de liquides inflammables, contenus dans des récipients mobiles

ITM-CL 19.2:

Réservoirs aériens métalliques dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables

ITM-CL 20.3:

Réservoirs aériens en matières plastique dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables (mazout, huiles, etc.)

ITM-CL 24.12:

Appareils sous pression contenant de l'air comprimé ou des gaz liquéfiés, comprimés ou dissous

ITM-ET 32.10:

Protection des travailleurs

ITM-CL 37.1:

Produits dangereux

ITM-CL 43.1:

Dépôts de récipients mobiles métalliques contenant des gaz liquéfiés, comprimés ou dissous

ITM-CL 40.1:

Installations de lavage automatique pour véhicules

ITM-CL 61.2:

Equipements de travail et machines



ITM-CL 63.1:

Travaux de soudage

ITM-CL 71:

Dépôts de produits facilement inflammables contenus dans des récipients mobiles

ITM-SST 1305.1:

Appareils sous pression fixes contenant de l'air comprimé ou des gaz liquéfiés, comprimés ou dissous avec marquage « CE »

Article 2: - Le présent arrêté et ses annexes sont transmis par l'Inspection du Travail et des Mines à l'intéressé pour lui servir de titre et à Monsieur le Commissaire du district de Luxembourg, pour en faire assurer l'exécution conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Article 3: - Conformément à l'article 19 de la loi modifiée du 10 juin 1999 susmentionnée, à la loi du 12 juillet 1996 portant révision de l'article 95 de la constitution et à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours peut être interjeté contre la présente décision par ministère d'avoué auprès du tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours à partir de la notification de la décision.

Le Ministre du Travail
et de l'Emploi,
par délégation

Paul WEBER
Directeur
de l'Inspection du Travail
et des Mines

